



Plaidoyer basé sur des faits pour les énergies renouvelables

Par le Partenariat Voix pour le Changement (V4CP), l'organisation de développement des Pays-Bas SNV a renforcé les organisations de la société civile (OSC) afin qu'elles puissent se faire entendre de manière efficace. Conjointement, le V4CP a contribué à des changements de systèmes et des solutions efficaces afin de s'assurer que les intérêts des communautés à faibles revenus et marginalisées soient inclus dans les politiques et pratiques gouvernementales et d'entreprises. Ce manuel d'apprentissage présente les réussites des activités du programme V4CP dans le domaine des énergies renouvelables, et souligne les approches les plus efficaces pour améliorer la création d'environnements propices, notamment en influençant les politiques et les parties prenantes dans le domaine de l'énergie.

Introduction

Le ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS) a établi un cadre de politiques se concentrant sur le renforcement des capacités de la société civile pour des actions de « lobby et de plaidoyer ». Dans le cadre de ce programme, la SNV – en partenariat avec l'Institut international de recherche en politique sur l'alimentation (International Food Policy Research Institute, IFPRI) – a dirigé le Partenariat Voix pour le Changement (V4CP), un programme impliquant plusieurs pays et secteurs se concentrant sur un travail de plaidoyer basé sur des faits

afin d'améliorer la création d'environnements propices. Au Burkina Faso, au Ghana, au Honduras, en Indonésie, au Kenya et au Rwanda, le programme s'est penché sur quatre domaines clés : les Énergies renouvelables (ER), la Sécurité en termes d'alimentation & de nutrition, la Résilience, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH en anglais), en accordant une attention particulière aux aspects du genre et liés au climat.

Le programme V4CP a permis à des OSCs d'entrer en contact avec les décideurs en fournissant de bons arguments ainsi qu'une base

robuste de données factuelles, appuyant les changements sectoriels proposés. Le partenariat a amélioré les capacités des OCS en termes de leadership, d'emploi des connaissances de terrain et thématiques, dans leurs compétences pour défendre leur cause, et de pérennité organisationnelle.

Domaine de plaidoyer Énergies renouvelables

Les domaines de plaidoyer, sélectionnés par les OCSs Énergie du V4CP, se sont concentrés sur les défis principaux concernant l'accès à des solutions énergétiques abordables, efficaces et durables (Objectif de Développement 7) :

- Meilleur accès à des services d'énergies renouvelables de qualité pour la population (Burkina Faso)
- Meilleur accès à et adoption de technologies de cuisine propres (Honduras, Ghana, Kenya)
- Augmentation des livraisons de mini-réseaux dans les zones reculées et isolées (Ghana) isolated areas (Ghana)

Les OSCs, avec le soutien de la SNV, ont produit des données factuelles en contexte afin d'appuyer leurs stratégies de plaidoyer, notamment des études présentant des données locales concernant l'énergie, l'impact sur le genre, l'emploi et l'environnement, ainsi que des analyses économiques et politiques de ces sujets. Grâce à cela, les OSCs ont pu mieux faire entendre leur voix et promouvoir des améliorations politiques et une

meilleure fourniture de services, à la fois dans le secteur public et privé.

Au Burkina Faso, le travail de plaidoyer s'est concentré sur le manque de travailleurs qualifiés pour assurer des services de qualité, et sur l'absence de contrôle et de réglementation dans le secteur. Les OSCs ont plaidé pour améliorer les structures de formation pour l'énergie renouvelable, les inclure dans les programmes de développement locaux, ainsi que pour une réglementation plus présente.

Au Ghana, l'offre d'équipements de cuisine améliorés était très limitée, surtout dans les zones rurales. Les OSCs ont travaillé aux niveaux national et régional pour promouvoir des politiques de soutien aux appareils de cuisine propres, tout en travaillant en parallèle avec des entrepreneurs et des communautés dans les zones rurales afin d'augmenter l'offre et la demande pour des cuisinières plus propres.

Malgré le fait que près de 85% de la population ghanéenne ait accès à l'électricité, plus de 2 millions de personnes, surtout dans les zones reculées, notamment les communautés insulaires et de bord de lac, ne sont toujours pas reliées au réseau. Les partenaires V4CP ont travaillé avec les communautés locales et des entreprises fournissant des mini-réseaux afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il crée un environnement de politique stable et permette une participation du secteur privé dans le développement de ces mini-réseaux.



Lancement d'un rapport sur les conséquences sanitaires de technologies de cuisine polluantes par des femmes ambassadrices du mouvement cuisiner propre et l'association GROOTS Kenya, présenté au Gouvernement du Comté de Kitui. Crédit photo : V4CP Kenya



Une famille du Honduras employant une cuisinière améliorée.
Crédit photo : Francisco Morazán

Résultats du travail de plaidoyer du V4CP

Harmonisation dans le secteur des solutions de cuisine propres

Le V4CP a joué un rôle important pour améliorer l'alignement des principales parties dans le secteur des solutions de cuisine propres, aboutissant à des changements de politiques essentiels et à une meilleure coordination des programmes de solutions de cuisine propres.

Au Honduras, les OSCs V4CP ont lancé la Plateforme Inter-institutionnelle pour le développement des chaînes de valeurs de cuisinières améliorées, un réseau comptant à présent 23 membres du gouvernement, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé. La Plateforme s'est avérée un outil puissant pour la création et la diffusion participative de dix études de qualité en soutien au travail de plaidoyer du V4CP. Avec le rôle actif des entités étatiques, la Plateforme a constitué le moteur pour la conception de la Stratégie Nationale pour l'Adoption de cuisinières améliorées, et devrait soutenir sa mise-en-œuvre.

Au Kenya et au Ghana, le V4CP a renforcé les capacités des alliances nationales CCAK et GHACCO en tant que représentants stratégiques d'acteurs opérant dans le domaine des appareils de cuisine propres. Ces alliances ont réussi à générer une base factuelle solide basée sur des données locales, à renforcer les relations avec les institutions gouvernementales, à organiser des événements de haut-niveau sur les questions liées aux équipements de cuisine propres, et à mettre en lumière ces sujets dans les principaux médias. Elles ont consolidé leur réputation en tant que leaders nationaux du secteur, et ont joué un rôle clé dans le développement de réglementations (Ghana) et de normes qualité (Kenya) pour les cuisinières. Après qu'une révision de politique du V4CP au Ghana ait identifié des incohérences dans les documents de politiques sur les cuisinières, la GHACCO a plaidé efficacement pour une stratégie cuisinières propres au Ghana, et est membre du groupe de travail se consacrant à l'élaboration de cette politique. La CCAK a mené une campagne réussie pour une exonération fiscale et une réduction des taxes imposées sur les technologies

Au Honduras, le marché pour des solutions de cuisine améliorées était très limité, et on manquait de coordination entre les acteurs du secteur. Les partenaires V4CP se sont concentrés sur l'alignement de nombreux acteurs différents (y compris le gouvernement) en se basant sur de nouvelles données solides, sur inciter le gouvernement à adopter une stratégie nationale pour l'adoption de cuisinières efficaces, et sur la promotion d'incitants fiscaux pour améliorer les cuisinières.

Les OSCs au Kenya ont travaillé au niveau national afin d'améliorer la coordination entre les ministères travaillant sur les questions d'équipements de cuisine propres et ont encouragé l'adoption de lignes directrices et de normes pour des cuisinières et carburants propres. À l'échelle du pays, ils ont formé des ambassadeurs par communauté et ont ensemble plaidé auprès des gouvernements régionaux afin d'inclure le thème « cuisiner propre » dans leurs programmes pour le climat et l'énergie.



Visite d'échange V4CP 2018 au Ghana, visite de terrain sur un site de production de cuisinières améliorées. Crédit photo : Rianne Teule/SNV

de cuisine et carburants propres au Kenya. Malgré le tollé général que cela a suscité dans le secteur, le gouvernement kényan a réintroduit des taxes sur les cuisinières en 2020, invoquant des changements dans les priorités politiques avec la pandémie de COVID.

Meilleure coordination avec et au sein des gouvernements nationaux

Les OSCs, avec le soutien du V4CP, sont parvenues à intensifier leur collaboration avec des acteurs gouvernementaux clés et, ainsi, à approfondir la coordination entre les différents ministères et institutions publiques impliquées dans le secteur de l'énergie, et ont contribué à augmenter l'engagement du gouvernement vers les énergies renouvelables. Les processus politiques sont toutefois chronophages et peu prévisibles, d'où la nécessité d'un engagement soutenu (post-programme) avec le gouvernement afin de préserver les acquis réalisés.

Les OSCs du V4CP au Burkina Faso, soutenues par une coalition d'OSCs travaillant dans les énergies renouvelables, ont collaboré avec les ministères clés liés aux questions de l'énergie et sont parvenues à promouvoir une meilleure répartition des rôles entre les deux principales agences gouvernementales impliquées dans le secteur de l'énergie. Les activités du V4CP ont rassemblé des représentants des Ministères

de l'Énergie, de l'Éducation et de la Jeunesse / l'Entrepreneuriat chez les jeunes, approfondissant la coordination gouvernementale sur le développement de programmes de formation pour palier au manque de techniciens qualifiés dans le domaine des énergies renouvelables. Ainsi, le premier cursus bachelier en énergie solaire a vu le jour, présenté dans un lycée professionnel en 2019-2020, ainsi que d'autres projets en cours de programmes de qualification professionnels dans le domaine des énergies renouvelables. La réussite des échanges avec les OSCs a convaincu le Ministère de l'Énergie d'officialiser les consultations avec les OSCs pour les prises de décisions gouvernementales et les activités liées aux énergies renouvelables.

Au Kenya, le comité inter-ministériel sur les équipements de cuisine propres, présidé par le Ministère de l'Énergie avec le soutien du secrétariat de la CCAK, a développé le Plan d'Action Cuisinières Propres (Clean Cooking Action Plan) afin d'orienter la planification dans les ministères clés. Les OSCs ont également convoqué le Groupe de travail technique sur le climat, la santé et l'énergie (Technical Working Group on climate, health and energy), qui a conçu le manuel sur la pollution de l'air domestique pour les professionnels de la santé dans les zones rurales. Le manuel, destiné à accélérer l'adoption de cuisinières propres dans les foyers au Kenya, était promu par des représentants de la communauté.

Programmes d'énergies renouvelables par les gouvernements locaux

Les OSCs du V4CP sont parvenues à influencer positivement les politiques locales travaillant avec les gouvernements locaux et les ambassadeurs (féminines) des communautés.

Au Burkina Faso, les OSCs ont transformé les présidents des conseils régionaux pour en faire des alliés et plaider pour la cause des énergies renouvelables auprès des autorités nationales. Ces conseils régionaux ont intégré le thème de l'énergie propre dans leur programme de développement régional et leurs plans d'investissement annuels.

L'organisation communautaire GROOTS Kenya a sensibilisé l'attention sur les communautés et leur a permis de s'engager dans des actions locales de plaidoyer visant à assurer le caractère inclusif des politiques régionales et l'augmentation du budget consacré au thème de cuisiner propre. Ensemble, elles ont fait en sorte que les gouvernements régionaux Kiambu, Kitui et Kilifi non seulement généralisent le thème de cuisiner propre dans leurs politiques pour le climat et l'énergie, mais aussi qu'ils y consacrent les budgets appropriés.

Au Ghana, les OSCs V4CP ont collaboré avec des assemblées locales sur les cuisinières propres et l'électrification hors-réseau. Cette collaboration s'est traduite par l'intégration pour la première fois des pratiques de cuisine propres dans les Programmes de développement à moyen terme (medium-term development plans, MTDP) de quatre assemblées municipales et de districts, et à l'élaboration ensuite de stratégies pour des pratiques de cuisine propres, dont notamment les budgets pour la période 2020-2024. Les districts se sont approprié le sujet et ont organisé des actions, par des projets de sensibilisation de l'opinion publique, l'adoption de règlements et un engagement avec les fabricants de cuisinières afin de garantir l'approvisionnement.

Au Ghana, le V4CP a également travaillé avec l'assemblée du District des Plaines du Nord Kwahu Afram afin d'intégrer l'électrification en mini-réseau dans leurs programmes de développement et d'élaborer un programme d'électrification hors-réseau en soutien aux communautés insulaires. Afin d'assurer la gestion et responsabilité locales,

un sous-comité de haut-niveau sur l'énergie a été créé afin de mener le développement du programme et engagement successif avec le Ministère de l'Énergie et les donateurs en vue d'obtenir un soutien dans la mise-en-œuvre du programme.

Démarches efficaces de plaidoyer

Grâce aux résultats et aux leçons tirées du V4CP, on note que plusieurs approches se sont révélées efficaces pour influencer la création d'un cadre propice. Celles-ci sont liées et peuvent être appliquées en fonction du contexte spécifique, du statut du secteur, et des capacités des acteurs impliqués (gouvernements et autres).

Renforcer la voix du peuple

Les OSCs jouent un rôle essentiel dans l'accélération des changements de systèmes et la mobilisation des voix des citoyens. Encourager à la responsabilisation des OSCs, c'est aussi renforcer leur légitimité en augmentant leurs capacités, responsabilité, transparence et relations avec leur section. Parmi les domaines d'attention, la pérennité (organisationnelle) post-projet des OSCs est importante pour leur permettre de conserver leur rôle de porte-parole. Le V4CP, par le biais des OSCs, a travaillé efficacement avec les ambassadeurs communautaires pour renforcer leurs capacités sur les questions liées à l'énergie et leur donner une voix en tant que porte-paroles travaillant avec les responsables politiques locaux. Les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités orientés vers les acteurs locaux sont essentiels afin d'assurer une responsabilisation locale et un ancrage durable et pérenne.

Le rôle des données factuelles pour influencer l'élaboration de politiques

L'expérience V4CP a révélé que l'inscription de données (notamment les données locales) à jour dans leur contexte est essentiel pour influencer les processus politiques. Cela appuie le porte-parole dans ses démarches afin qu'il soit pris au sérieux, puisse informer les décideurs et constituer une base pour des politiques prenant suffisamment en compte les besoins des

groupes marginalisés. Il est essentiel de diffuser efficacement les données aux publics concernés, et d'adapter la communication, afin de sensibiliser l'attention, d'assurer une bonne compréhension et de motiver à l'action.

Harmonisation du secteur

Les changements sociétaux ne réussissent que lorsque les acteurs impliqués alignent leurs visions et leurs stratégies, harmonisent leurs efforts et unissent leurs forces. Ce n'est qu'une fois que les acteurs sont suffisamment alignés qu'ils peuvent partager des données et expériences utiles, déterminer conjointement le programme et agir. Les OSCs et tout particulièrement les alliances de secteur peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de plateformes réunissant divers acteurs (dont la société civile, les représentants des secteurs public et privé), en recherchant la volonté des principaux acteurs à collaborer et assurer la pérennité des changements. Toutefois, ces alignements de secteurs et changements politiques prennent du temps ; d'où la nécessité de soutien et d'efforts sur le long-terme.

Le rôle des processus pluri-acteurs dans le dialogue politique

La participation d'un large groupe d'acteurs dans les processus politiques s'est révélé un moyen efficace pour faire avancer les processus politiques et assurer l'inclusion des contributions des secteurs dans les politiques, les stratégies et les réglementations. On améliore ainsi la responsabilisation mutuelle, la participation active et l'engagement entre les responsables politiques et les acteurs pertinents, ce qui est essentiel, surtout dans des contextes compliqués où le manque de confiance se fait sentir. Cette approche encourage également l'échange de connaissances et la coordination entre les principaux acteurs, favorisant ainsi un environnement politique plus solide et propice.

Amélioration de la coordination au sein des gouvernements

Les questions d'énergies renouvelables relèvent de la responsabilité de divers ministères et institutions gouvernementales. Afin d'assurer l'harmonisation entre les politiques gouvernementales, les réglementations, les budgets et les programmes, il est impératif que les parties impliquées soient toutes autant

informées et comprennent les questions de plaidoyer et puissent coordonner leurs efforts. La société civile peut jouer un rôle en apportant les connaissances et données factuelles nécessaires et en agissant pour faciliter la coordination entre les différents acteurs gouvernementaux.

Soutien aux gouvernements locaux dans le développement et la mise-en-œuvre des programmes

Afin de s'assurer que des politiques et programmes inclusifs bénéficient aux citoyens les plus pauvres et marginalisés, les autorités locales doivent être au fait et munies des bons outils sur les questions de plaidoyer. Les objectifs et activités en matière d'énergies renouvelables doivent être intégrés dans les politiques et programmes régionaux, surtout dans les systèmes politiques décentralisés. Soutenir les autorités locales constitue un moyen efficace d'assurer le développement des programmes, l'attribution des budgets, et la mise-en-œuvre efficace des activités.

Le partenariat stratégique en un clin d'œil

Titre : Partenariat Voix pour le Changement (Voice for Change Partnership, V4CP)

Partenaires : Ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS), Ambassades du Royaume des Pays-Bas, International Food Policy Research Institute (IFPRI), ainsi que 50 organisations de la société civile dans les six pays projet

Durée : Janvier 2016 - Décembre 2020

Budget: € 34.6M

Partenaires OSC dans le domaine d'attention des Énergies Renouvelables :

Burkina Faso:



Ghana:



Honduras:



Kenya:



SNV

La SNV est une organisation internationale de développement à but non-lucratif œuvrant pour le changement durable dans la vie des personnes vivant dans la pauvreté en les aidant à augmenter leurs revenus et leur améliorer l'accès à des services de base. Nous travaillons principalement sur trois domaines et maintenons une présence locale et de long-terme dans plus de 25 pays en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Notre équipe compte plus de 1,300 personnes et constitue la colonne vertébrale de la SNV.

Photo de couverture

Représentants OSC du Burkina Faso, du Ghana, du Honduras et du Kenya participant à une visite d'échange au Kenya.

Crédits photographiques : Rianne Teule/SNV

Conseillers Énergies Renouvelables V4CP par pays

Daisy Avila (Honduras), Dramani Bukari (Ghana), Victor Gathogo (Kenya), Gilbert Kazienga (Burkina Faso)

Pour plus d'information

Organisation de Développement des Pays-Bas SNV

Responsable contact : Rianne Teule

Téléphone : +31 70 3440 244

E-mail : rteule@snv.org

info@snv.org

www.snv.org

twitter.com/SNVworld

facebook.com/SNVworld

linkedin.com/company/snv

Décembre 2020